

ACTION URGENTE

ÉQUATEUR. DES FAMILLES ET DES DÉTENUS EN DANGER À LA SUITE D'UN MASSACRE

Un massacre a eu lieu le 22 juillet à la prison d'El Litoral, le plus grand centre pénitentiaire d'Équateur, dans la ville de Guayaquil. Les premières informations font état de plusieurs morts, ainsi que de grèves de la faim ; 137 gardiens ont été pris en otages simultanément dans plusieurs prisons à travers le pays. Le président a décrété l'état d'urgence dans toutes les prisons équatoriennes le 24 juillet. Le 25 juillet, 2 700 membres des forces de police et de l'armée sont entrés dans la prison d'El Litoral. Au 27 juillet, le bilan confirmé après le massacre s'élève à 31 morts et 14 blessés. Les proches des prisonniers attendent à l'extérieur de l'établissement, traumatisés par le manque d'informations, tandis que les services de police scientifique peinent à identifier correctement les cadavres et à répondre à leurs questions. Les détenus à l'intérieur de la prison ne sont pas vraiment en sécurité et ne disposent pas de services de santé adéquats.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Guillermo Rodríguez

Directeur général

National Service for Integral Attention of People Deprived of Liberty (SNAI)

Av. Orellana E3-62 y 9 de Octubre.

Quito, Équateur

Téléphone/ Fax : 593 2 3932 520

Courriel : guillermo.rodriguez@atencionintegral.gob.ec

Monsieur le Directeur général,

Je suis vivement préoccupé-e par la situation dans la prison d'El Litoral, où les récents événements ont fait au moins 31 morts et 14 blessés. Les familles des prisonniers sont en danger, alors qu'elles attendent à l'extérieur de la prison dans des conditions précaires d'avoir enfin des informations au sujet de leurs proches.

Quelques jours après le massacre, les services médico-légaux n'ont pas encore identifié tous les corps des personnes décédées. Des milliers de détenus qui se trouvent à l'intérieur de la prison ont un accès insuffisant aux services de santé.

Je vous demande de veiller à la santé, à la sécurité physique et à l'intégrité de tous les détenus de la prison d'El Litoral et de toutes les personnes détenues dans les prisons à travers le pays, et d'assurer une bonne coordination des services d'enquête et de médecine légale afin de garantir une enquête rapide sur les événements. Enfin, je vous prie de veiller à ce que les familles soient traitées avec respect et reçoivent des informations précises sur les dépouilles de leurs proches décédés.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de ma haute considération.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Selon le Comité permanent pour la défense des droits humains (CDH), environ 600 personnes sont mortes dans les prisons en Équateur depuis 2019. L'Équateur traverse une crise soutenue de son système pénitentiaire et les autorités n'ont pas mis en place de véritable mesure structurelle pour résoudre la situation.

Le 24 juillet, le président Guillermo Lasso a publié le décret exécutif n° 823, décrétant l'état d'urgence dans toutes les prisons équatoriennes, et autorisant les forces armées et de police à entrer dans les établissements pénitentiaires. Ce n'est pas la première fois que l'armée et la police entrent dans les prisons en réaction à des massacres.

Selon les organisations de défense des droits humains présentes sur le terrain, les autorités chargées d'enquêter ne s'acquittent pas correctement de leur mission : les services de police scientifique tardent à identifier de manière fiable les corps et les dépouilles des victimes, tandis que les familles reçoivent des informations inquiétantes et confuses quant au sort réservé à leurs proches.

En outre, d'après les informations reçues par Amnesty International, les services de santé à l'intérieur des prisons équatoriennes ne fonctionnent pratiquement plus depuis au moins 2022. Le ministère de la Santé ne nomme plus de médecins à l'intérieur de la prison d'El Litoral, qui accueille pourtant plus de 5 000 détenus. Ceux qui ont été blessés durant le massacre du 22 juillet ont été transportés, après d'importants retards, vers des centres de soins extérieurs, avec l'aide des services d'urgence.

En 2022, le Sous-Comité pour la prévention de la torture de l'ONU a effectué une visite en Équateur et devrait présenter très bientôt son rapport final au gouvernement. Celui-ci a la possibilité de rendre publiques les conclusions de ce rapport.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : espagnol

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 20 août 2023

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : N/A

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : N/A